

Coup d'Etat : Valls décide de remplacer les Maires qui refusent la mixité sociale par les préfets

écrit par Christine Tasin | 27 octobre 2015



Aux Mureaux, le Premier Ministre n'était pas venu pour « reconquérir la banlieue » (vraiment ? 5 semaines avant le premier tour des régionales, annoncées comme une gigantesque fessée à l'exécutif ? Mon oeil).

Manuel Valls était venu promettre aux Français issus de l'immigration qui vivent dans les quartiers qu'il allait mettre au pas les sales « Céfrancs » (il ne l'a pas dit mais il l'a pensé si fort qu'on l'a entendu) qui ont envie de vivre ensemble, sans subir les désagréments ô combien multiples et douloureux de la mixité sociale.

Du testing à grande échelle dans les entreprises et la fonction publique (traduisez discrimination positive, toute entreprise engageant des Français d'origine sera sans doute soupçonnée de discrimination et paiera le prix fort).

Traduisez, surtout, la fin du recrutement par concours anonyme assurant l'égalité des chances pour l'accès au fonctionnariat :

Au chapitre de l'emploi, le gouvernement devrait confirmer sa volonté de mettre en place un système de tests sur l'existence ou non de discrimination dans les recrutements de la fonction publique.

Mais, surtout, cette petite phrase, que peu de journaux ont retranscrite (et pourquoi donc ?) :

*Les communes doivent signer d'ici la fin de l'année un « contrat de mixité sociale » avec l'Etat, **faute de quoi ce dernier « se donnera les moyens de reprendre la main », souligne-t-on à Matignon. « Il y aura des dispositions pour les communes qui assument leur refus de la mixité sociale ».***

Il y a déjà des amendes très lourdes, des centaines de milliers d'euros pour les communes qui n'ont pas les 20 à 25 pour cent de logements sociaux imposés par la loi.

Mais bien évidemment il y a encore trop de communes qui préfèrent payer ces amendes. C'en est trop pour le dictateur caractériel : l'Etat va « prendre la main », va donc passer outre le veto des communes, va décider et gouverner dans les communes qui ne seront pas obéissantes. Préemption des logements anciens privés, délivrance du permis de construire pas le préfet... Les collectivités locales qui ont de moins en moins de pouvoir vont en avoir encore moins... Et les habitants n'auront plus que les yeux pour pleurer.

*Le Premier ministre a rendu publique une liste de 36 communes récalcitrantes à leurs obligations en matière de construction de logement social, 15 ans après l'adoption de la loi SRU imposant des quotas minimaux. Dont des communes emblématiques : l'ancien fief de Nicolas Sarkozy, la très fortunée Neuilly-sur-Seine, ou Fréjus, une mairie passée au FN l'an dernier. Provence-Alpes-Côte d'Azur est la région la plus représentée, avec 17 communes, devant l'Ile-de-France (8), le Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes (5 chacun) et l'Aquitaine (1). Une deuxième liste doit suivre au premier semestre 2016. **Ces communes seront particulièrement ciblées pour appliquer les mesures coercitives annoncées en mars, notamment la délivrance de permis de construire par le préfet à la place du maire ou l'achat de logements anciens par préemption pour en faire des logements sociaux, a précisé***

Matignon.

Bref, bonnes gens qui votez pour vos maires et vos conseillers municipaux, soyez assurés d'une chose : ce n'est plus vous qui choisissez, pesez les programmes, les comparez... C'est le dictateur Valls qui décide aussi des politiques locales, imposant sa loi par tous les moyens, chantage aux subventions et aux amendes dans le meilleur des cas, retrait de leurs pouvoirs aux Maires et conseils municipaux qui n'obéiraient pas aveuglément à ses prescriptions.

Et tout cela pourquoi/pour quoi ?

Pour imposer la « mixité sociale ».

N'allez pas imaginer qu'il s'agirait de mélanger le smicard avec le PDG, le balayeur avec le professeur... Oh que non !

Il s'agit d'imposer, par la force, le mélange des nationalités, des cultures et des civilisations. Il s'agit de faire disparaître la République et les Français d'origine dans l'islam, afin de complaire aux maîtres de Hollande-Valls, l'Arabie saoudite et le Qatar.

Que l'on ne me dise pas que je me trompe, les logements sociaux sont occupés à plus de 80% par des immigrés ou descendants d'immigrés puisqu'il suffit d'avoir plusieurs enfants, pas ou peu de ressources et d'être étranger pour être prioritaire. Et ce n'est pas la vague incessante de clandestins qui arrivent en Europe et notamment en France qui vont en tarir le recrutement.

<http://www.boursorama.com/actualites/le-gouvernement-va-vanter-la-mixite-sociale-en-banlieue-4adec55abf2bc176575e7a8b0e963be1>

Christine Tassin